



APPEL A CANDIDATURES POUR L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ 2024

13^{ème} Session de l'Université d'été sur la Gouvernance des Industries Extractives en Afrique francophone

Du 15 au 26 Juillet 2024

Contexte

A l'occasion de la 28^{ème} Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP28), qui s'est tenue du 30 novembre au 12 décembre 2023 à Dubaï (Émirats arabes unis), les gouvernements du monde entier et d'autres acteurs se sont penchés sur la formulation de nouveaux objectifs de la transition énergétique mondiale. Il était entre autres questions de formuler une vision globale pour la réduction (et dans la mesure du possible la sortie) des énergies fossiles, d'accélérer le déploiement des énergies renouvelables et améliorer l'efficacité énergétique.

À date, plusieurs pays en développement riches en ressources n'ont pas encore élaboré de politiques et/ou de plans concrets de transition énergétique. Les quelques politiques existantes ont été conçues selon un modèle vertical restreint et non-inclusif qui, a longtemps caractérisé la gouvernance du secteur extractif. À mesure que les gouvernements comprennent la nécessité de se préparer à une transition énergétique et commencent à définir les voies à suivre, le risque que le processus soit accaparé par une élite restreinte et/ou des intérêts particuliers augmentent. Il devient impératif de favoriser la création d'un espace propice au dialogue pour permettre aux organisations de la société civile, médias et aux populations d'accéder aux informations nécessaires qui leur permettront de mener le plaidoyer pour une transition énergétique juste qui leur soit également bénéfique.

L'un des principaux obstacles à une transition énergétique centrée sur les citoyens est le manque d'informations détaillées sur les plans de transition énergétique formulés par les gouvernements et les entreprises. Les données relatives à la dépendance fiscale à l'égard des combustibles fossiles au niveau national ou local, aux subventions aux combustibles fossiles, aux structures du marché de l'énergie, à l'accès à l'énergie, mais aussi aux impacts possibles sur les communautés, sont essentielles pour un débat éclairé et, pour éviter que les politiques ne soient l'exclusivité des acteurs puissants et des intérêts particuliers. Il urge donc de donner, aux citoyens africains, y compris les femmes, les jeunes et les communautés, la possibilité et les moyens de s'engager activement auprès de leurs gouvernements et des parties prenantes concernées pour assurer une transition énergétique juste qui leur soit bénéfique.

Pour y contribuer, le Centre d'Excellence pour la Gouvernance des Industries Extractives en Afrique Francophone (CEGIEAF) avec le soutien de Natural Resource Governance Institute (NRGI), a le plaisir de vous annoncer la tenue, **du 15 au 26 juillet 2024** à Yaoundé (Cameroun), de la **13^e session** de l'Université d'été sur la gouvernance des industries extractives.

Cette formation a pour objectif d'outiller un grand nombre d'organes de surveillance en connaissances et en compétences leur permettant d'améliorer la qualité de leur intervention et leurs capacités à influencer positivement la gestion transparente et responsable des ressources extractives et énergétique en Afrique francophone.

L'université d'été est ouverte prioritairement aux acteurs de la société civile, aux journalistes et aux parlementaires engagés dans la promotion de la bonne gouvernance dans les industries extractives (IE) dans leur pays.

Les cours

Les cours couvrent les sujets tels que, le cadre légal et réglementaire de la gouvernance des ressources naturelles ; la fiscalité minière et pétrolière ; encadrement et processus de production des contrats ; le suivi des obligations légales et contractuelles ; la gestion des revenus ; la transition énergétique et les industries extractives ; les impacts socio-environnementaux. **L'université d'été se tiendra en présentiel sur une durée de deux semaines et sera précédée de trois mois d'activités préparatoires.**

Les cours sont préparés et dispensés par des personnes-ressources chevronnées sélectionnées au niveau national, régional et international parmi les universitaires, les chercheurs, les officiels de l'administration publique, les acteurs de la société civile.

Coût de la formation

Le coût total de la formation est d'environ **US\$3500** et couvre les frais de cours, le billet d'avion, l'hébergement en résidence universitaire, les repas.

Des bourses complètes ou partielles seront accordées à quelques participants après étude de dossier pour couvrir directement les frais de cours. Compte tenu du nombre limité de bourses, nous encourageons vivement les candidats à chercher des financements pour leur participation. Les institutions qui parrainent un participant devront couvrir séparément ses petites dépenses. Ainsi, les organisations intéressées sont invitées à se manifester et à indiquer le nombre de personnes qu'elles souhaiteraient parrainer au plus tard le **29 février 2024**.

Comment postuler

Toute personne intéressée à participer au programme et ressortissant d'un pays d'Afrique francophone est invitée à en faire la demande en envoyant à l'adresse électronique ci-après cegieaf.candidatures@gmail.com les documents ci-après :

- Une (01) page de lettre de motivation détaillant les raisons pour lesquelles l'intéressée souhaiterait bénéficier de ce programme, son expérience et celle de son organisation dans le domaine. La lettre doit indiquer si l'intéressée sollicite une bourse partielle ou totale, ou sera soutenu par un autre partenaire.
- Un CV actualisé.
- Une lettre de recommandation.

Date limite de réception des dossiers de candidature : **29 février 2024**.

Pour tout renseignement complémentaire, veuillez nous contacter à l'adresse : cegieaf2016@gmail.com ou inyassi@resourcegovernance.org

- ❖ *Les candidatures féminines sont fortement encouragées.*
- ❖ *Les candidatures des leaders d'associations/ de réseaux de jeunes et/ou femmes actifs dans le secteur extractif au niveau communautaire sont fortement encouragées.*

Dates importantes

15 Janvier 2024 : Début de réception des candidatures

29 Février 2024 : Clôture de réception des candidatures

29 Mars 2024 : Publication des résultats

1^{er} Avril 2024 : Début des travaux préparatoires

29 Juin 2024 : Fin des travaux préparatoires

15 Juillet 2024 : Début de la formation (Université d'été)

26 Juillet 2024 : Fin de la formation.